

**Convention collective départementale**

**IDCC : 714. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(Moselle)  
(1<sup>er</sup> février 1973)**

(Étendue par arrêté du 23 avril 1974,  
*Journal officiel* du 15 mai 1974)

---

**AVENANT DU 22 AOÛT 2017  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE**

NOR : ASET1750997M

IDCC : 714

Entre

UIMM Lorraine

D'une part, et

CFTC métaux Moselle

FO métaux Moselle

CGT métaux Moselle

CFDT Moselle

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

De nombreuses réformes législatives et réglementaires sont intervenues pour modifier les règles applicables en matière de prévoyance complémentaire au cours de ces dernières années.

Dans ce contexte, les différentes parties ont souhaité clarifier l'annexe VII de l'avenant « Mensuels » de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle traitant de la prévoyance complémentaire.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant concerne les entreprises soumises aux dispositions de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle.

## **Article 2**

### *Modifications de l'annexe VII de l'avenant « Mensuels » de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle*

#### **Article 2.1**

Les dispositions du deuxième paragraphe du I de l'annexe VII de l'avenant « Mensuels » de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle sont supprimées et remplacées par :

« Cette garantie décès devra inclure le versement d'un capital, en cas de décès, ainsi que le versement d'un capital en anticipation, en cas d'invalidité 3<sup>e</sup> catégorie reconnue par la sécurité sociale. Il pourra également être prévu le versement d'une rente éducation au(x) enfant(s) à charge. »

#### **Article 2.2**

Au troisième paragraphe du I de l'annexe VII de l'avenant « Mensuels » de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle, les termes : « Elle sera réduite, *pro rata temporis*, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année. » sont supprimés et remplacés par : « Elle sera réduite, *pro rata temporis*, pour les salariés dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année. »

## **Article 3**

### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 4**

### *Entrée en vigueur*

En application de l'article L. 2261-1 du code du travail, le présent avenant entrera en vigueur au lendemain de l'accomplissement des formalités de dépôt.

## **Article 5**

### *Formalités*

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent texte sera notifié à chacune des organisations représentatives.

Le texte du présent avenant sera, en application de l'article D. 2231-2 du même code, déposé auprès des services du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Metz.

Fait à Metz, le 22 août 2017.

(Suivent les signatures.)